

RÉCITS DE  
VICTIMES  
DE LA  
CRISE  
CENTRAFRICAINE

“*Nous avons espoir qu’un  
jour nous allons vivre en  
paix*”



OBSERVATOIRE  
PHAROS

Pluralisme culturel  
et religieux



Aujourd'hui nous n'avons pas d'autre choix que de réussir  
Nous ne voulons plus attendre l'avenir  
Nous avons décidé d'aller à sa rencontre  
Garantir le lendemain de mon peuple sans violence  
Nous le ferons  
Nous savons donner ce que nous avons le plus pour  
Sauver nos semblables  
L'aurore de la grande joie va se lever sur notre pays  
Ce pays que nous avons dans la peau  
Que nous portons en nous  
Le jour s'inscrit sur le front de la nuit  
Et l'aube étend sa lueur certaine sur notre pays et notre  
peuple  
Nous refusons d'avoir marché hier et rampé aujourd'hui.

**Serge-Hubert BANGUI, dit Mukélémbémbé, doctorant en droits de l'homme  
et action humanitaire**

extrait du recueil *Contre l'oubli*, à paraître.



## Avant propos :

En octobre 2017, 20 enquêteurs centrafricains, hommes et femmes, formés par l'Observatoire Pharos et l'Institut Universitaire Varenne, ont recueilli à Bangui et dans cinq villes de province, le témoignage de plus de 400 victimes de la crise centrafricaine de 2012 à aujourd'hui. Nous en avons sélectionné quelques-uns, transcrits et souvent traduits par Arsène Kawa, notre représentant à Bangui, depuis les carnets et les enregistrements des enquêteurs.

Ce sont des témoignages. Ils expriment la compréhension et le ressenti de victimes interviewées au hasard des rencontres individuelles ou des *focus groups*. Il ne s'agit en rien d'une étude scientifique ; ces témoignages ne pourront servir pour un suivi judiciaire ; mais ils sont **la parole** de victimes, qui pour la plupart étaient écoutées pour la première fois, non pour les identifier, non pour évaluer leurs besoins, mais parce que leur parole a une grande valeur pour dire l'horreur de la crise, pour comprendre ce qu'elle a bouleversé, pour dire l'espérance de paix et de réconciliation.

L'horreur de la crise ! Ce sont d'abord des « bandits », des « malfrats ». Certains sont nommés : Sidiki ; 3R, Ali Darass, leurs lieutenants... Mais, une fois encore, il ne s'agit pas d'une enquête scientifique ; bien d'autres devraient figurer sur cette liste. On y entendra, en revanche, un vibrant appel à la justice pour qu'il puisse y avoir reconstruction tant personnelle que collective. L'impunité est dévastatrice tant sur le plan moral que sur le plan social. Le rôle de l'État, comme celui des partenaires internationaux, sera jugé à cette aune.

Comprendre ce qui a été bouleversé ! À lire ces témoignages, chacun sera saisi par les profondes perturbations de la société centrafricaine. De l'harmonie entre les communautés ethniques et religieuses, on est passé à la crainte, parfois à la haine. Des rapports équilibrés entre hommes et femmes, on est passé au désordre. Combien de femmes seules et d'enfants orphelins ? Combien de familles brisées ? La reconstruction sociale et la réconciliation apparaissent au cœur de ce qui devra être le projet sociétal à bâtir. C'est la nécessité d'une véritable thérapie nationale qui se dessine à travers ces témoignages.

Dire l'espérance ! C'est peut-être la dimension la plus bouleversante de ces témoignages. On y constate l'attente et parfois la confiance dans la capacité de l'État à venir au secours de la population, en assurant sa sécurité, en permettant la réparation des préjudices subis, en favorisant le retour de tous dans leur foyer. C'est aussi la volonté affirmée de ces victimes de participer à l'effort de réconciliation et de paix.

Ces témoignages en appellent d'autres pour enrichir la connaissance de la crise centrafricaine et écrire à terme son histoire. La mémoire du passé permet de construire l'avenir. Mais cet avenir ne se construira qu'en donnant la parole aux victimes, et en les associant au projet national de reconstruction et de réconciliation. C'est le vœu que nous formons en vous présentant ces quelques pages.

*Jean-Arnold de Clermont, Président de l'Observatoire Pharos.*

*Août 2018*

## Principales abréviations :

CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DDRR	Démobilisation, Désarmement, Réhabilitation and Réintégration
FACA	Forces armées centrafricaines
KM5	Kilomètre 5, quartier commerçant de Bangui
Minusca	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique
OIM	Organisation mondiale des migrations
PAM	Programme alimentaire mondial
3R	Groupe armé Retour, Réclamation et Réhabilitation

“ On ne sait pas si c’est le diable en personne qui a élu domicile parmi nous.

1.

Récit d’une victime de Nièm-Yéléwa déplacée à Bouar

*T*out a commencé au mois de mai dans le village de Nièm-Yéléwa. Les éléments de Sidiki ont fait irruption tôt le matin dans notre village avec des éleveurs peuls qu’ils ont envoyé faire paître leurs troupeaux de bœufs dans nos champs. Quand nous avons voulu nous y opposer, ils ont commencé à nous massacrer sous prétexte que nous étions tous des Antibalakas qui auraient volé leurs bœufs. Beaucoup de gens sont morts ce jour-là et nos habitations ont été détruites. C’était un véritable ratissage. Ils ont poursuivi les hommes partout même dans la brousse. Ils ont assassiné mon garçon de 16 ans ainsi que mon frère qui n’était qu’un commerçant. Leurs corps n’ont jamais été retrouvés. Je connais bien l’auteur principal de ces crimes. C’est le général Sidiki. Mais entant que pauvre femme qu’est-ce que je pourrais bien lui faire, je n’ai plus de force, donc c’est à l’Etat et à la communauté internationale de l’arrêter pour le traduire devant la justice.

Aujourd’hui, nous sommes des déplacés à Bouar et nous avons été bien accueillis par les autorités locales et les populations. Mais elles n’ont pas de moyens nécessaires pour répondre à nos besoins de survie. Nous recevons par moment un peu de nourriture et des vêtements des ONG et des populations.

Vous savez dans la commune de Nièm, les chrétiens, musulmans, peuls vivaient ensemble. Nous ne savons pas ce qui s’est passé et ce qui se passe. On ne sait pas si c’est le diable en personne qui a élu domicile parmi nous.

J’ai besoin d’inscrire mon enfant à l’école et mon petit frère au lycée, je n’ai pas de moyen. L’éducation est très importante pour l’avenir de nos enfants. Il faut que le Gouvernement fasse quelque chose pour nous. Je demande au gouvernement d’instaurer la carte de séjour pour les étrangers et de mettre en

*place un véritable contrôle d'identité. Sidiki et son ami « De Gaulle » doivent être arrêtés pour que la paix revienne dans la Préfecture de l'Ouham Pendé.*

*La cohésion sociale, c'est important et moi-même je voudrais m'y impliquer afin de parler aux autres, à condition que le désarmement des groupes armés soit effectif. Nous parlons de la réconciliation à chaque fois, mais il n'y a toujours pas de solution, donc c'est inutile de parler de la réconciliation avec les peuls.*

*Pour la mémoire des victimes, le gouvernement doit tout faire pour sortir un document ou un livre parce que c'est cela qui pourrait amener nos enfants à connaître les réalités de ce que nous avons vécu.*

∞



# “ Chaque jour nous mourons un peu plus.

## 2.

Récit d'une victime de Bangassou, déplacée à Bangui.

**J**e suis une victime directe. J'ai perdu mes deux fils qui sont restés avec moi après le décès de mon mari.

*Je suis une vieille doublement victime. Les enfants chrétiens, soi-disant, que j'ai moi-même élevés, aidés et soutenus se sont joints à ces criminels d'Antibalakas à leur entrée à Bangassou pour me faire du mal. Pourtant on était en bons termes. Ils étaient leurs pisteurs dans la chasse contre les populations musulmanes.*

*Lorsqu'ils sont entrés dans ma maison, sous mes yeux, ils ont tué sauvagement à coups de machettes mes deux fils. Croyez-moi c'est moi qui ai ramassé et rassemblé les intestins et certaines parties des corps pour les enterrer à l'aide de certaines voisines musulmanes.*

*De Bangassou, je suis arrivée à Bangui. Au début, je veux dire à notre arrivée, j'étais bien accueillie. Mais c'est tout le monde qui est victime. L'accès aux ressources et à la nourriture est devenu difficile. Ceux qui m'ont accueillie ont fini par m'abandonner à mon triste sort.*

*L'Etat doit nous venir en aide. Nous avons aussi voté l'actuel Président, qu'il pense à nous en tant que bon père. Nous sommes à Bangui sans toit, sans marmite, sans aucune prise en charge. Chaque jour, nous mourons un peu plus.*

*Il faut conduire les auteurs devant les juges pour qu'ils nous disent pourquoi ils nous ont traités comme des animaux, et qu'ils disent qui les a envoyés nous tuer, et les condamner fermement.*

∞



Une femme pleure de désespoir dans le village de Tambourna. Elle était dans la forêt avec ses trois enfants lorsqu'elle a entendu des coups de feu, a pris peur et a perdu ses enfants lors de la fuite. Une semaine plus tard (19 janvier), quatre jeunes filles du village ont été kidnappées par la LRA (Armée de résistance du seigneur), un groupe rebelle accusé de violations massives des droits humains dont le meurtre, l'enlèvement, la mutilation, l'esclavage d'enfants ainsi que l'implication des enfants dans les violences, contre leur gré. © William Daniels / Panos pictures.

# “ Notre petite communauté a été encore faite déplacée.

## 3.

Récit d'un Peul éleveur de l'Ombella-M'poko.

**V**raiment, je suis Centrafricain, né dans l'Ombella M'poko et je suis éleveur père de famille, j'étais à Bossembele quand cette crise a commencé.

*J'ai perdu tout mon troupeau de bœufs.*

*Sous la pression des Antibalakas, je me suis vu obligé de me déplacer avec ma famille jusqu'à 15 Km de Bangui dans le quartier des éleveurs peuls. Mais les menaces d'extermination étaient toujours fortes et notre petite communauté a été encore faite déplacée de Pk 15 vers Sido. A Sido, j'ai perdu mon frère à cause de la précarité. Je ne pouvais pas supporter de rester à Sido.*

*Aujourd'hui je me trouve avec ma famille à Kaga-Bandoro précisément au quartier Gbaya dans une maison d'un chrétien qui se trouve encore sur le site des déplacés. Avec ma famille, nous souhaitons retourner à Bossembele dans notre localité.*

*J'ai subi beaucoup de préjudices.*

*Je les connais. C'est un groupe ethnique qui pratique aussi l'islam (peuls), on les appelle souvent Sango-Mafi qui sont venus de différentes localités (Kabo, Bria, Ndélé, Batango, Bambari etc.) qui ne parlent pas sango. Donc ils ne comprennent pas les gens de la localité de Kaga-Bandoro. Ils se sont associés avec certains musulmans bandits de Kaga-Bandoro.*

*Nous avons parcouru plusieurs endroits avant d'arriver ici à Kaga-Bandoro et nous voulons retourner à Bossembele.*

*Ce qui nous manque aujourd'hui pour bien vivre, c'est la paix parce que la crise a fait que nous avons perdu tous nos biens. Nous ne vivons plus comme avant. Ici à Kaga-Bandoro je suis désœuvré. Parfois mes enfants vont ramasser du bois de chauffe dans la brousse pour nous faire vivre. Même là, leur sécurité n'est pas assurée. Ils peuvent se faire agresser à tout moment. Concernant notre santé, il y a une prise en charge gratuite au niveau de l'hôpital préfectoral de Kaga-Bandoro. Par contre, les enfants ne vont toujours pas à l'école.*

*Nous avons le sentiment d'être compris et reconnus comme victimes, mais ici il n'y a personne qui vienne nous secourir. On donne quelques vivres au centre-ville, mais pas chez nous dans le quartier gbaya. Ces ONG ne viennent pas.*

*Chez nous dans l'islam nous ne faisons pas la commémoration des morts, mais nous avons pensé à cette date de 12 octobre 2016 qui nous a vraiment marqué dans cette crise.*

*Ce que nous attendons de l'État, c'est de passer au DDRR afin de ramener la paix dans la localité et nous qui ne sommes pas de Kaga-Bandoro de nous ramener dans notre localité à Bossembele.*

*Ce que nous attendons des autorités locales à l'égard des victimes, c'est de rencontrer ces groupes armés non identifiés, de discuter ensemble, de connaître leurs problèmes afin de passer au DDRR.*

*Les autorités locales doivent faire un plaidoyer au Gouvernement, à la Minusca de renforcer nos forces armées nationales avec des armes, de les ramener à Kaga-Bandoro pour assurer notre sécurité.*

*Je veux bien que la justice condamne les malfaiteurs, donc je fais confiance à la justice de notre pays.*

*La réconciliation est bien possible en RCA et précisément dans notre localité si le Gouvernement passe au DDRR, même la Bible a parlé de pardon et nous sommes prêts à nous réconcilier.*

*Ici, à Kaga-Bandoro, il y a déjà des initiatives menées dans le quartier souvent : Hadji, Gbaya, Socada et autres pour la cohésion sociale.*

*Nous avons un comité de cohésion sociale, souvent nous organisons des réunions ou discussions sur différents thèmes : le pardon, la paix, la réconciliation, la cohésion sociale, en organisant des rencontres intercommunautaires. Ce sont nos actions menées.*

*En tant que victime, je veux bien m'impliquer dans des initiatives de cohésion sociale pour ramener la paix dans notre localité et notre pays.*

∞



# “Voilà pourquoi, je suis ici à Bangui.

## 4.

Récit d'une victime de Gambo, déplacée à Bangui.

*Je suis volontaire de la Croix rouge.  
Le 5 août 2017, une mission nous a été confiée de ramasser les cadavres des affrontements de la veille entre les Peuls et les Antibalakas. Après ce travail, j'étais très mal en point et je me suis rendu à l'hôpital de la Croix rouge pour me faire consulter. Le contingent marocain de la Minusca est ensuite arrivé à ce moment-là et est reparti quelques minutes après.*

*Subitement, l'hôpital a été pris d'assaut par des combattants armés peuls. Ils ont demandé à tous les patients de se déshabiller et de se mettre sous le soleil dans la cour de l'hôpital. Au coucher du soleil, vers 17h, ils ont commencé les massacres, tuant à coups de balle, de couteaux, flèches et machettes.*

*J'ai eu de la chance parce que je n'ai pas reçu un coup fatal. J'ai été poignardé dans le dos et sur le flanc gauche. Ils nous ont laissé pour morts et se sont repliés. Les survivants de cet événement comme moi ne sont pas nombreux. Beaucoup d'innocents ont perdu la vie ce jour-là. J'ai été transporté à vélo à l'hôpital de Bangassou pour être soigné et Médecins Sans Frontières m'a ensuite fait venir à Bangui pour poursuivre les soins. Voilà pourquoi, je suis ici à Bangui.*

*Nous étions victimes de représailles suite aux massacres des Antibalakas sur les peuls.*

*Suite à cet événement j'ai tout perdu et j'ai été brutalement séparé de ma famille jusqu'à ce jour. Je n'ai aucune nouvelle d'elle.*

*Pour qu'il y ait une paix durable, il faut que le gouvernement nous aide sur tous les plans (désarmement, réhabilitation) et il faut également poursuivre en justice tous les responsables des violences pour que les autres puissent en tirer une leçon.*



Boda. Gadjama Belo (50) est un nomade peul qui s'est échappé pendant que sa communauté était attaquée par des antibalakas dans la brousse. Sa femme et ses trois enfants ont disparu pendant l'attaque et il ne sait pas s'ils sont en vie. Dans sa fuite, il a heurté une branche et est désormais aveugle d'un œil. Il ne peut être soigné dans cette enclave. Environ 11 000 musulmans sont coincés au centre de Boda avec peu de nourriture et un accès à la santé précaire. Les enfants souffrent de malnutrition et de diarrhées, les blessés et malades ne peuvent être traités correctement puisqu'il n'y a que deux infirmières et un docteur de l'OIM, qui viennent parfois. Ils manquent de médicaments et d'instruments. Tous les musulmans qui tentent de quitter l'enclave peuvent être abattu par des antibalakas. Non loin, il y a aussi 9 000 chrétiens déplacés par les affrontements entre les deux communautés. © William Daniels / Panos pictures.

# “La réconciliation est possible.

5.

Récit d'une victime de Gambo, déplacée à Bangui.

*J*e suis directement touché par cette crise. Bien que je sois encore en vie, j'ai été brusquement séparé de ma famille.

*Je suis parti contre mon gré à cause de cet événement. Je suis parti sans aucune information sur mes parents et ma famille.*

*J'ai perdu mes deux frères et aussi j'ai perdu mes biens, je me suis séparé de ma femme.*

*J'ai été surpris comme beaucoup par les détonations d'armes, les tueries et j'ai pris la fuite pour me retrouver à Bangui contre ma volonté.*

*Je n'ai pas de moyen pour survivre à Bangui, je loue une maison qui me coûte un peu cher ; puis pour manger c'est difficile.*

*Je suis reconnu comme victime, mais j'ai tout perdu et il n'y a personne pour m'aider.*

*L'Islam interdit de faire toutes sortes de célébrations au nom de ceux qui sont morts mais plutôt je propose qu'il y ait des discussions publiques sur le sort des victimes qui se traduisent par une prise en charge réelle.*

*Je demande à l'État de tout faire pour restaurer et consolider la paix entre musulmans et chrétiens et de sortir le reste de la population de Bangassou de cette crise.*

*Je propose une justice efficace qui permettra à tout le monde de revenir à de meilleurs sentiments.*

*La réconciliation est possible parce que j'ai vu comment les chrétiens m'ont soutenu pour venir à Bangui.*

*Je suis prêt à contribuer en donnant les conseils aux autres afin d'accepter leurs prochains et de savoir pardonner.*

*Je m'implique dans l'initiative de la cohésion sociale en posant des actes de tolérance, en allant vers mes frères qui ne sont pas encore prêts à accepter les autres.*

∞

# “ Nous ne pouvons pas continuer à fuir.

## 6.

### Récit d'une victime de Bokaranga à Bouar.

*C'*était à 4 heures du matin qu'on avait commencé à écouter les détonations d'armes. C'était la débandade. Nous avons gagné la forêt pour nous retrouver à Bouar. Nous étions traumatisés avec les enfants. Les femmes ont accouché sans aucune assistance dans la brousse et ceux qui n'avaient pas de chance sont tombés sous les balles. C'étaient les Peuls qui nous acculaient, chrétiens comme musulmans. Chacun a eu sa part de violence selon ce qu'il a vécu.

*Nous sommes disposés pour la cohésion sociale, mais nous avons encore peur des Peuls parce qu'ils sont comme des lions à nos yeux.*

*Nous savons pertinemment que Sidiki est camerounais. Donc le Gouvernement doit prendre ses responsabilités vis-à-vis de lui et de ses éléments, parce que nous voulons que nos enfants reprennent les classes, car c'est la rentrée scolaire. Nous ne pouvons pas continuer à fuir partout à cause de ces massacres.*

*Nous sommes ici à Bouar à cause de ces événements et nous n'avons rien ; nous avons tout perdu (nos bétails et nos commerces). En ce moment nous voyons que les autres enfants ont déjà commencé les cours mais nos enfants sont avec nous à la maison, c'est ce qui nous préoccupe énormément par rapport à leur avenir. Nous sommes des victimes et ce sont les femmes, les enfants et les hommes qui ont subi ces violences. Il y a eu même des cas de viols et de tortures.*

*Plusieurs femmes sont victimes de viols, et si on tue un homme c'est sa femme qui en souffre, parce que quand le papa n'est plus là, la femme doit porter toute seule la lourde responsabilité de la famille.*

*Ici nous pouvons écouter les bruits des véhicules et voir les gens circuler, là au moins nous sommes un peu rassurés. Mais nous demandons au Président de la République d'assurer notre sécurité, nous voulons plutôt regagner nos demeures respectives que de rester ici à Bouar où nous n'avons pas de vie.*

*Nous sommes bien accueillis à Bouar et, même à l'église, les pasteurs disent aux fidèles de nous soutenir. Cependant, ici à Bouar, il n'y a pas de site pour nous les déplacés, ce sont des gens de bonne foi qui nous accueillent chez eux. Nous étions autonomes alors que maintenant, nous sommes devenus des cas sociaux. Nos conditions de vie ont brusquement et radicalement changé. C'est très difficile à supporter.*

*Ce sont les éléments de 3R qui nous ont mis dans cette situation. Dans une famille d'accueil, au début ça se passe bien, mais après ça se complique à cause des difficultés d'accès aux ressources suffisantes pour tout le monde.*

*Aujourd'hui nous demandons au Président de la République de prendre ses responsabilités vis-à-vis de nos problèmes. Nous avons beaucoup de difficultés tant que les Peuls sont encore sur place.*

∞

# “ Que sera leur avenir ?

7.

Récit d'une victime déplacée de Botogon.

*Ce qui s'est passé me dépasse vraiment, car au moment où les Peuls sont entrés dans notre village, ils ont tué beaucoup de gens. J'ai pris la fuite avec mes enfants et mon mari. Nous n'avions rien pris d'autre, il fallait d'abord sauver nos vies. Les agresseurs qui étaient des Peuls ont détruit notre maison et nos biens. Le village de Nièm-Yelewa est devenu un cimetière à cause des éléments de Sidiki.*

*A Nièm, il y a différents groupes ethniques et religieux qui vivaient ensemble. Mais les Peuls ont tout mis en péril.*

*Avant l'arrivée des Peuls, c'étaient les Antibalakas qui semaient le trouble dans notre village. Ils ont volé notre bétail. Mais les Peuls sont venus empirer les choses et ils ont commencé par tuer les gens c'est pourquoi nous avons fui pour nous rendre à Bouar.*

*Dans ce qui s'est passé, personne n'est sorti sain et sauf. Hommes, femmes et enfants en souffrent. Mais nous déplorons le manque d'aide ne serait-ce qu'en produits alimentaires et logements, car chez soi on peut se débrouiller avec les légumes des champs pour survivre même quand on n'a pas d'argent.*

*Tout ce que je demande à nos autorités c'est de veiller sur nous et de tout faire pour que la paix revienne, afin que nous repartions dans nos villages. Tout ce que nous voulons c'est la paix et rien que la paix. Il faut que le Gouvernement envoie les FACA à Nièm pour assurer notre sécurité et qu'il passe au DDDR pour ramasser les armes de Sidiki, pour permettre à la population de vivre en paix. Il faut aussi que le Gouvernement nous vienne en aide, car on souffre énormément. J'ai l'habitude d'élever des bœufs pour nourrir ma famille et j'avais une maison. Aujourd'hui, je n'ai plus rien. Je ne sais pas comment faire pour que mes enfants aillent à l'école. Ils sont tous à la maison. Que sera leur avenir ?*

*Depuis 2003 jusqu'à l'heure actuelle, nous avons trop souffert en commençant par les coupeurs de route « Zaraguina ». Nous avons perdu nos biens et dès que je suis arrivée à Yèm, je me suis dit au moins ici il y aura la paix, mais brusquement en mai 2017 les Peuls, éléments de Sidiki venant du Cameroun sont arrivés dans notre commune prétextant qu'ils venaient protéger les éleveurs peuls contre les bandits. Ce que nous avons observé par la suite était tout le contraire. Bien avant cela, la coalition Séléka nous a mis à plat et les Antibalakas à leur tour sont venus aussi prendre leurs parts du gâteau, pire maintenant Sidiki et ses éléments sont venus marquer tristement leur passage ; vraiment où allons-nous avec ce lot de tueries et de destructions ? Moi qui suis déjà âgée comment est-ce que je peux déployer encore des efforts pour avoir tout ce que j'ai perdu.*

*Présentement, nos enfants ont besoin d'aller à l'école, mais nous ne disposons pas de moyens nécessaires pour les faire inscrire à l'école. Des ONG sont passées et nous ont fait des promesses jusqu'alors sans suite. Nous n'avons rien vu. Lorsque nous avons élu notre Président, nous croyions que nos souffrances allaient prendre fin, mais c'est le contraire. Alors dites-nous où allons-nous ? Et pourtant, nous n'avions pas de problème particulier avec nos frères peuls, ni les gbayas, ni les musulmans, ni les soumas ni les panans. Mais qu'est-ce qui s'est passé et qui est derrière tout cela ? Pour votre information nous savons qu'il y a quelques éléments de Sidiki qui sont dans le Gouvernement et qui continuent de collaborer étroitement avec ce criminel pour prolonger nos souffrances.*

*Nous ne pouvons plus vivre avec les Peuls parce qu'ils sont très dangereux à cause des armes qu'ils détiennent. Nous pouvons resserrer les liens avec les chrétiens, mais les Peuls non.*

*Parler de désarmement des Peuls ce n'est pas juste, il faut nécessairement un bombardement soit un désarmement forcé par les forces armées nationales (FACA), pas avec les Nations Unies. Mais Sidiki mérite forcément d'être traduit devant la justice centrafricaine, pas vos histoires de CPI, ni dans son pays.*

*Donc nous avons besoin de la paix pour regagner notre village afin de vaquer à nos activités. Nous sommes prêts pour sensibiliser nos frères sur la réconciliation d'autant plus que tout le monde est victime à condition que les armes disparaissent ; c'est-à-dire passer rapidement au DDRR avec le redéploiement des FACA sur le terrain. Et pour en finir, nos préoccupations pour le moment sont basées sur l'éducation, la santé, l'aide financière et la réhabilitation de nos maisons qui ont été détruites par ces groupes armés.*

∞



Ndélé. Une partie du lycée de la préfecture de Ndélé a été abandonnée à cause du manque de financements pour la restauration. Désormais, jusqu'à 100 étudiants partagent la même classe et manquent de matériel. Il n'y a qu'un compas et une règle pour toute l'école. Le manque d'investissement des autorités gouvernementales au Nord du pays est l'une des raisons invoquées par les Sélékas pour prendre les armes. De nombreux jeunes combattants ont été recrutés dans la ville par les rebelles musulmans Séléka. © William Daniels / Panos pictures.

“ Elle est en vie, mais elle est morte de l'intérieur.

8.

Récit d'une victime déplacée à Bouar.

*V*ous voyez cet enfant. C'est une enfant de 3 ans. Elle est victime. Elle fuyait avec sa mère dans la brousse quand elles sont tombées entre les mains des Peuls de Sidiki. Sa maman a été tuée de trois balles. Ils ont ensuite tiré dans la jambe gauche de l'enfant et l'ont laissée sur le cadavre de sa mère. Un homme dans sa fuite est arrivé sur la scène deux jours plus tard. Il a pris l'enfant et l'a amenée jusqu'à Bouar où elle a reçu des soins. Elle est restée deux jours à côté du corps de sa maman qui se décomposait tout comme sa jambe gauche. On pouvait voir des asticots dans la plaie.

*Aujourd'hui, elle est en vie, mais elle est morte de l'intérieur. Elle ne veut pas être en contact avec les gens. Elle est ma nièce. Je suis pour la justice. Comme je ne connais pas les personnes qui ont tué ma cadette, je remets cela entre les mains de Dieu.*

∞

# “ Garder la mémoire de tout ce qui s’est passé.

9.

Récit d’une victime de Bocaranga déplacée à Bouar.

**L**es événements du 23 septembre 2017 à Bocaranga m’ont beaucoup touché. J’ai perdu ma grande sœur. Ma maison a été brûlée et tous mes biens sont partis en fumée.

Moi, je connais personnellement celui qui est derrière tout cela, il s’appelle Sidiki, qui n’est pas un fils du pays, mais plutôt un Camerounais. Et son complice Général Bhal, qui est tchadien. Ces deux personnes sont à l’origine de toutes ces exactions dans l’Ouham-Pendé. Comment voulez-vous que je continue de vivre dans le même endroit avec ces deux malfrats. Ils ont tout détruit il n’y a plus de maison ni de quoi manger. La vie est devenue difficile à Bocaranga. A Bouar, je ne suis pas chez moi et je vis dans la précarité. Ici il faut tout acheter mais je n’en ai pas les moyens. Mes enfants ne vont pas à l’école. Le Gouvernement doit mettre la main sur ces personnes et leurs éléments afin de les traduire devant la justice.

Certes, je suis reconnu comme victime avec ma famille. Mais ceci n’est pas un souhait. Le souhait serait au moins de bénéficier d’une assistance de la part du Gouvernement dans ces moments difficiles. Depuis que je suis arrivé nous n’avons reçu aucune aide, sauf celle des proches parents surplace qui nous donnent parfois un peu de nourriture.

À chaque fois les ONG nous demandent une liste des besoins prioritaires et disparaissent avec pour de bon.

C’est vraiment très bien de faire quelque chose à la mémoire des victimes tuées du conflit, même si nous savons qu’elles ne reviendront jamais d’entre les morts. L’Histoire doit garder la mémoire de tout ce qui s’est passé dans ce conflit.

Il faut que le Gouvernement fasse vite pour ramener la paix et qu’il nous aide à reprendre nos activités. Mais aussi la justice doit faire son travail afin que Sidiki et Bhal répondent de leurs actes devant la justice.

Je suis d’accord pour la réconciliation nationale, mais une chose est sûre, ces Peuls continuent de faire du mal aux autres, ce n’est pas bien. La cohésion sociale ne peut pas se faire dans un sens unique.

∞



Carnot. Le musulman Abo Amadou, 42 ans (semble bien plus jeune!) a été attaqué le 30 septembre, par des Anti-balakas alors qu'il était hors de la zone de protection de l'église. Ils ont essayé de le tuer à la machette. De plus, sa main est sévèrement blessée et il a de nombreuses cicatrices de machette sur son corps et son crâne. © William Daniels / Panos pictures.

# “ Nos vies n’ont plus de sens.

10.

Récit d’une victime déplacée sur le site de Kaga-Bandoro.

*J’ai vécu mon pire cauchemar de cette crise le 17 octobre 2016. Les Sélékas ont mis à feu et à sang la ville de Kaga-Bandoro. Les cadavres jonchaient le sol et ça tirait de partout. Mes enfants et moi, avons pris la fuite pour nous retrouver sur le site.*

*Sur ce site, nous vivons dans de très mauvaises conditions. C’est la misère. Je suis réduite comme bon nombre d’entre nous à vendre du bois de chauffe ou de la paille pour avoir 100 ou 200 francs pour m’acheter du sel ou du savon en courant le risque de me faire assassiner dans la forêt par les Peuls qui nous pourchassent comme des animaux. Nos vies n’ont plus de sens, moins encore l’avenir de nos enfants.*

*Nous souffrons, je vous dis, nous souffrons vraiment, on ne peut même pas en parler.*

*Nous n’avons aucune assistance. Nous sommes fatigués de tout ça. Nous voulons le désarmement pour nous permettre de rentrer chez nous.*

*Chaque jour il y a des délégués qui prennent nos noms. Ils amènent nos noms à la Caritas, au PAM, mais toujours sans suite. Nos enfants se promènent nus, sans vêtement.*

*Aujourd’hui, 12 octobre, nous avons prévu une manifestation commémorative en la mémoire des nôtres qui sont morts dans les événements du 12 octobre 2016. Mais la marche a été interdite par les autorités et la Minusca. Je veux bien une journée en leur mémoire, mais qu’est-ce que je peux faire.*

*J’ai confiance en la justice. Nous attendons qu’elle se mette en place.*

*La cohésion sociale est-elle possible ? Oui, mais pas totalement ! Nous les chrétiens, nous n’avons pas de rancune, mais nos frères musulmans sont toujours prêts à nous tuer.*

*Il faut que le désarmement se fasse d’abord, on pourra ensuite mettre ensemble nos énergies pour consolider la paix.*

*Je suis toujours sage-femme, sur ce site, j'accouche les femmes enceintes sans contrepartie. Je suis très consciente qu'elles n'ont rien à me donner. Et pour ma fonction de trésorière de l'école, j'attends d'abord d'accoucher ma belle-fille qui est à terme, mais j'y vais de temps en temps vers le côté de la rivière (vers nos frères musulmans où se trouve notre école), débroussailler avec les autres pour permettre que la rentrée de l'école dans laquelle je travaille soit effective.*

*Dans le site où on se trouve, on ne nous donne pas un coup de main, même pas de bâche pour nous permettre d'être à l'abri de la pluie. Nous sommes à la merci de tout, que le Gouvernement pense à nous.*

∞

# “ Nous, les femmes, nous avons une grande responsabilité.

11.

Récit de victimes déplacées de Kaga-Bandoro.

**C**hez nous à Gazao à 10 kilomètres de Kaga-Bandoro, ce sont les éleveurs peuls qui semaient le chaos. Ils ont saccagé nos champs.

*J'étais à Outta, les Peuls ont agressé ma sœur et l'ont violée. Elle s'est défendue et a réussi à se sauver d'entre leurs mains. Si aujourd'hui nous nous trouvons là où nous sommes, c'est parce qu'il existe beaucoup de violences dans notre localité.*

*Avant j'étais à Petcho, les Mbarara nous ont chassé depuis ce village jusqu'à Gazakara.*

*Lors de cette fuite, j'ai perdu mon bébé de trois mois.*

*Moi, j'étais à Zandjo. Ces mêmes agresseurs venus de Petcho nous ont pris d'assaut. Dans cet événement, j'ai perdu mon grand garçon qui était malade depuis trois mois. Ils l'ont tué. Ils nous ont dépouillés de tout, nos champs, nos bétails ainsi que nos récoltes.*

*Dans mon village à Guiboï, 19 kilomètres de Kaga-Bandoro, ce sont les Sélékas qui ont fait irruption. Ils ont fait des massacres. J'ai perdu mon fils aîné et tout mon bétail.*

*Ils ont tabassé ma fille à mort parce qu'elle était repartie chercher du manioc. Elle a été fort heureusement sauvée par la Croix rouge internationale (CICR).*

*Je suis de l'axe Botto qui est devenu aujourd'hui un champ de bataille entre les Sélékas et les Antibalakas. Nous sommes souvent pris à partie comme Antibalaka par les Sélékas. Nous sommes obligés de chercher refuge ici à Kaga-Bandoro. Ici, certains contingents de la Minusca ne font pas bien leur travail et semblent être*

*de mèche avec les Sélékas. Donc malgré la présence de la Minusca, nous continuons toujours de subir des exactions de la part des bandes armées. Même sur les sites, nous vivons régulièrement des braquages, des vols et des viols. Même les vivres distribués par le PAM passent la douane des Sélékas.*

*Lors de ces conflits les Mbarara (Sélékas) ont violé mes deux filles mineures. C'était le 12 octobre 2016. Elles ont été prise en charge par l'hôpital préfectoral. Ma cadette a été victime d'une agression par ces mêmes éléments lorsqu'elle est partie chercher les feuilles de manioc au champ.*

*Comme vous pouvez le constater, sur le site, nos conditions de vie sont désastreuses. Nous dormons presque à la belle étoile. Les conditions d'hygiène ne sont pas réunies. Il n'y a pas de sanitaires. Aucun service de santé ni d'éducation pour nos enfants. Les vivres distribués par le PAM sont dérisoires en plus de ne pas être variés. Nous ne sommes pas à l'abri des épidémies.*

*Les mécanismes de résilience ne tiennent plus. Les associations et les groupements villageois ont disparu ainsi que les tontines<sup>1</sup>. Nous ne participons plus à aucun mécanisme décisionnel. Nous sommes pris en otages et tout ce qui nous reste à faire est de subir.*

*Pour relancer la cohésion sociale, il faut mettre en place un comité local.*

*Nous les femmes, nous avons une grande responsabilité en matière de sensibilisation à la cohésion, et de relance socio-économique. Mais le contexte n'est pas favorable et nous n'avons plus aucune capacité d'autodétermination. Nous avons besoin d'être assistées et soutenues pour jouer notre rôle dans la situation actuelle.*

∞

---

<sup>1</sup> Association de personnes cotisant à une caisse commune dont le montant est remis à tour de rôle à chacune d'elles.

# “ Ils ont ensuite tué mes deux fils.

12.

Récit d'une victime déplacée d'Alindao à Bangui.

*J*e suis une victime de ce conflit. Les Sélékas m'ont asséné des coups de poignards. Ils ont ensuite tué mes deux fils de 16 ans et 18 ans et ont jeté leurs corps dans un puits d'eau à proximité de la maison. J'ai perdu aussi tous mes biens. Tout a dégénéré à la suite d'une attaque des Antibalakas contre les Sélékas peuls. Notre village a donc subi les représailles menées par les Peuls.

*Nous avons vécu toutes sortes de violences : massacres de personnes, viols, pillages et destruction de biens. À l'origine, ce sont les Sélékas qui ont commencé les exactions sur les chrétiens ou non-musulmans alors que nous vivions en bonne intelligence avec nos frères musulmans.*

*Ce qui nous manque en priorité aujourd'hui, c'est la paix et la sécurité. Le reste nous laissons entre les mains de Dieu. Nous attendons de l'État de nous prendre en charge sur le plan alimentaire, sanitaire et de penser à une réparation pour nos biens perdus afin de faciliter notre réintégration.*

*Toutes les autorités locales sont affectées par cette crise, donc nous n'attendons rien d'elles.*

*Nous voulons que la justice soit faite pour punir les auteurs de ces crimes.*

*Oui, la réconciliation est possible en RCA et même dans la ville d'Alindao. Nous n'avons aucune connaissance d'initiatives déjà menées dans le cadre de la cohésion sociale. Nous voulons bien être associés à de telles initiatives qui sont encore inexistantes.*

∞



Après la tempête au camp de déplacés de Ngakobo où vivent 16 000 personnes. Ils ont quitté leur maison à cause des violences entre les ex Séléka et les milices anti-balakas. © William Daniels / Panos pictures.

# “ Travailler comme médiatrice pour la paix.

## 13.

Récit d'une victime déplacée d'Alindao à Bangui.

*J* e suis victime de cette crise. À Alindao, j'habitais au quartier Gbalikouma. À 6 heures du matin, nous avons commencé à entendre des détonations d'armes. Ils ont d'abord commencé à tuer les hommes, puis à brûler des maisons et à détruire tout sur le passage. Nous étions obligés de fuir par la forêt pour arriver à atteindre Bangui.

*Nous avons donc tout perdu et nos maisons ont été incendiées.*

*Les assaillants étaient les ex-Sélékas à dominance peule et musulmane.*

*Moi, je demande au Gouvernement de déterrer les corps qui sont enterrés juste à côté des maisons. Nos proches qui sont assassinés ont été mal enterrés, certains cadavres ont même été jetés dans des puits d'eau.*

*Ce que nous attendons de l'État c'est de restaurer la paix dans notre pays.*

*Moi qui suis veuve, j'ai besoin de reprendre mes activités agricoles pour m'occuper de mes enfants.*

*Je demande à l'État de redéployer nos forces armées sur le terrain parce que nous ne connaissons pas l'intention de ces fauteurs de troubles.*

*Les autorités locales doivent nous soutenir, mais elles ne sont plus à Alindao.*

*La justice doit faire son travail pour faire comparaitre ces malfrats.*

*Nous espérons que la paix revienne un jour en République centrafricaine. Certains pays ont aussi souffert de la sorte. Mais ils ont retrouvé ensuite la paix et le développement.*

*Si le calme revient, nous pourrons alors discuter de nos différences pour consolider la paix et le vivre ensemble.*

*Je peux travailler comme médiatrice pour la paix, mais je suis souffrante et donc je n'y pense pas.*

∞



Bambari. Une famille de déplacés vit dans la classe de l'école Notre-Dame des Victoires. Environ 10 000 déplacés chrétiens vivent à l'intérieur et autour de cette église de Bambari, pour échapper à la violence. © William Daniels / Panos pictures.

# “ L’esprit de révolte s’est ainsi développé.

14.

Récit de victime déplacée d’Alindao à Bangui.

**L**e 8 mai, surtout dans le quartier Paris Congo, il s’est passé des choses étranges. Les Sélékas ont brûlé des maisons, pillé les magasins et massacré des personnes et des animaux. Nous étions obligés de fuir par la forêt pour arriver à atteindre Bangui. Les autres qui n’ont pas pu fuir ont regagné les sites des déplacés.

Nous vivions en harmonie avec les musulmans de la localité. Mais après l’arrivée des groupes Sélékas qui sont majoritairement musulmans, les exactions ont commencé. Et c’est de ces exactions qu’est partie la décision. La crise était d’abord socio-politique. Maintenant, il y a des dimensions ethniques, tribales et confessionnelles.

Les Sélékas nous ont marginalisés et agressés après leur installation dans la localité. Ils ont détruit le bétail, accaparé nos biens, mais la population était restée pacifique.

Les choses ont dégénéré quand la Minusca a décidé de relocaliser Ali Darass et ses éléments à Alindao. Ils ont commencé à rançonner les populations et les commerçants dans les différents quartiers. Par instinct de survie, nous ne pouvions pas rester passifs devant cette situation. L’esprit de révolte s’est ainsi développé. Comme nous n’avons pas de moyens militaires pour faire face à ces malfrats, nous avons dû recourir à des pratiques traditionnelles et occultes pour les combattre. Quand ils ont appris qu’un groupe d’Antibalakas s’était formé et s’apprêtait à les attaquer, ils s’en sont tout de suite pris aux civils chrétiens. Il y avait beaucoup de tensions.

Les autorités locales ont tenté de mettre en place une initiative de paix. Mais les ex Sélékas cherchent toujours à neutraliser les Antibalakas pour régner en maîtres.

Moi, je pense qu’il faut arriver à neutraliser ces deux groupes pour que nous vivions en paix.

*Comme ont dit les autres tout à l'heure, à Alindao, on vivait en paix. Il y avait la cohésion entre les populations bien qu'il y avait des frustrations. Les musulmans épousaient les chrétiennes. Les Sélékas ont pris la ville d'Alindao en janvier 2013. Mais le pire est venu avec le déploiement d'Ali Darass dans la localité. Dès leur arrivée, ils ont bloqué tout le système économique de la localité.*

*Le 27 avril, quand j'étais dans la classe, deux musulmans sont venus me voir pour me dire que Monsieur Ali Darass avait besoin de quelqu'un pour lui rédiger un message de paix à l'endroit des populations de la région et dans les différentes communautés. Voici le contenu du message : « Moi Ali Darass, à compter d'aujourd'hui, je ne veux plus la guerre, je demande à mes éléments de déposer les armes puisque j'ai beaucoup combattu, mais je n'ai rien gagné. » Il avait organisé une grande cérémonie.*

*Pendant la soirée de cette cérémonie, le 6 mai, un adjoint de Ali Darass dénommé tristement Ben-Laden, avait ramené deux garçons de ses patrouilles qu'il devait exécuter sous prétexte qu'ils étaient des Antibalakas.*

*Le 8 mai, un certain lundi, Ali Darass avait envoyé en mission des éléments. Ils sont tombés dans une embuscade des Antibalakas et se sont fait massacrer. Là, tout a dégénéré.*

*A partir de sept heures du matin, les Goulas et les Rongas ont commencé à faire du porte à porte pour chasser et tuer les hommes.*

*Il fallait tenter une médiation. La communauté islamique s'est mise devant. L'Église catholique a suivi. Mais ça n'a rien donné, les violences se sont poursuivies.*

*La solution est de neutraliser ces bandes et de faire revenir les FACA pour assurer la sécurité de tout le monde.*

*Les femmes sont beaucoup touchées par cette crise également. Il y en avait une qui s'était fait égorger et jeter dans un puits d'eau.*

*Il existe un comité de paix pour la région. Nous avons déposé une liste des victimes de la région au bureau même du chef de l'État et nous avons mené une démarche judiciaire au nom d'Alindao.*

*Nous aspirons au bien-être, et donc, à la paix et à la cohésion et nous sommes prêts pour travailler dans ce sens afin d'appeler au pardon mutuel et à la réconciliation.*

∞



Une femme se plaint des soins oculaires dans le camp de déplacés de Ngakobo où vivent 16 000 chrétiens. Ils ont quitté leur maison à cause des violences entre les ex Séléka et les milices anti-balakas. © William Daniels / Panos pictures.

# “ Certains de mes élèves ont trouvé la mort.

15.

Récit d'une victime d'Alindao à Bangui.

*J'ai perdu mon grand- frère dans cette crise. Il a été tué par les Sélékas. Tous ses enfants reviennent à ma charge. Je suis moi-même victime. J'ai perdu ma maison, mon bétail et tous mes biens. Ce qui est plus fort, c'est que certains de mes élèves ont trouvé la mort.*

*Je connais certains auteurs. Je peux même citer leurs noms en commençant par Ali Darass et son adjoint, le général Biyé surnommé Ben-Laden.*

*Aujourd'hui, moi et ma famille, avons fui Alindao pour Bangui. Nous sommes au nombre de 16 personnes et nous habitons dans une maison de trois chambres. J'ai dû me décarcasser pour mobiliser la somme de 200 000 francs CFA afin de faire venir toute la famille à Bangui. Maintenant, il me faut payer le loyer, la nourriture. On dort comme des porcs.*

*Ce qui nous manque aujourd'hui plus c'est la paix. Nous avons encore la psychose et les traumatismes de tout ce que nous avons vécu.*

*J'ai le sentiment que nous ne sommes pas reconnus et considérés comme victimes.*

*Je souhaite qu'il y ait un débat public pour parler de tout ce qui est arrivé. On doit tourner la page pour chercher à relancer notre pays. Je pense que cela est mieux que de faire un monument à la mémoire des victimes qui nous fera revivre ces mauvais souvenirs du passé.*

*Ce que nous attendons de l'État c'est d'unir nos forces et de redéployer l'armée pour protéger le peuple et le territoire.*

∞



Le jour viendra où tout cela va s'arrêter.

16.

Récit d'une victime déplacée d'Alindao à Bangui.

***M**a grande sœur a été blessée par balle au cours des événements à Alindao. Nous avons tout perdu. D'où la décision de quitter Alindao pour Bangui. Ce sont les Mbororos qui ont commis ces dégâts dans la localité.*

*D'Alindao, nous nous sommes d'abord retrouvés sur le site des déplacés de Bambari où nous avons passé deux semaines, puis nous nous sommes rendus à Bangui depuis maintenant quatre mois.*

*Je préférerais retourner à Alindao si possible, parce que mes parents sont restés là-bas*

*Je suis dépourvu de tout, je n'ai rien sur moi, je ne fais aucune activité aujourd'hui. Si j'avais un peu d'argent, je pourrais relancer mon commerce.*

*Certaines personnes savent que je suis victime, d'autres non. Les choses n'ont pas bien marché avec ma famille d'accueil si bien que je me retrouve abandonné à moi-même.*

*En ce qui me concerne, je voudrais que la reconnaissance des victimes se fasse autour des discussions ou échanges qui permettent à ces dernières de montrer leurs préoccupations et leurs besoins par rapport à ce qui leur est arrivé.*

*L'État doit veiller à la reprise de la sécurité dans les régions affectées par la crise tout en redéployant nos forces armées sur le terrain. Les victimes et les personnes vulnérables doivent faire l'objet d'une attention particulière et du soutien des autorités pour leur reconstruction. Les autorités locales n'étaient déjà pas respectées, leur autonomie était bafouée. Dans certaines régions, elles étaient absentes ou n'avaient pas la force d'exercer leurs pouvoirs. Nul n'est au-dessus de la loi, de toutes les manières ces malfrats seront punis et sanctionnés devant la justice. Comme la justice n'agit pas vite, ils pensent qu'ils ont la permission de tout faire, mais le jour viendra où tout cela va s'arrêter.*

*Chaque chose a un début et une fin. Je crois que la réconciliation reviendra dans notre pays.*

*Je m'implique dans les initiatives pour le retour de la paix car, sans la paix, le pays ne peut pas avancer.*

∞

“ Je ne sais pas si la justice existe chez nous.

17.

Récit d'une victime déplacée de Bangassou à Bangui.

**L**es actes de violences continuent à Bangassou. Nous sommes inquiets du sort de nos proches qui sont restés là-bas. À Bangui, nous vivons grâce aux appuis de proches et des personnes de la communauté.

*Nous avons eu des chocs énormes. L'État doit nous venir en aide. Ce serait bien de faire sortir les membres de la communauté musulmane qui sont restés à Bangassou de peur d'une extermination par les Antibalakas. Il y a une crise de confiance entre les communautés à Bangassou. Parler de réconciliation maintenant c'est vain. Le fait de fuir à Bangui démontre que nous ne voulons pas la guerre. Nous sommes pour la paix et la cohésion.*

*Personne ne pouvait s'attendre à cette situation à Bangassou. Nous sommes originaires de Bangassou, nos arrières parents, nos parents et nous-mêmes sommes des natifs de Bangassou. Ce sont nos frères chrétiens qui nous ont fait ça. Ils se sont associés à un groupe non identifié pour nous exterminer.*

*Nous avons subi beaucoup de pertes humaines et matérielles. Nous sommes maintenant au KM5 dans des familles d'accueil.*

*Il nous manque tout, en commençant par les moyens de survie. Nous demandons au Gouvernement et aux ONG humanitaires de nous soutenir par la création des activités génératrices de revenus pour améliorer nos conditions de vie.*

*Nous voudrions bien consacrer une journée nationale à la mémoire de nos frères et sœurs tués dans cette crise. Mais dans notre religion islamique, c'est interdit de faire des commémorations.*

*Nous attendons un soutien effectif de l'État et non qu'il nous abandonne à notre sort.*

*Je ne sais pas si la justice existe chez nous. Elle ne m'inspire pas confiance. La réalité est que chacun fait ce qu'il veut. L'impunité règne partout. Mais il faut que la justice soit faite pour freiner tout cela. S'il y avait la justice on n'en serait pas arrivé là.*

*La cohésion sociale n'est pas possible maintenant, le conflit continue. Les groupes armés continuent de faire des dégâts à Bangassou.*

*Si le DDRR est effectif, nous pouvons tous travailler pour la paix et la cohésion.*

∞

# “C’était un samedi 13 Mai.

18.

Récit d’une victime déplacée de Bangassou.

*C’était un samedi 13 Mai, mon mari nous a annoncé à la mosquée qu’il retournait pour assurer la sécurité de la maison. En route, il s’était fait assassiner par les Antibalakas.*

*Nous sommes restés trois jours dans la mosquée centrale de Tokoyo. La Minusca nous a ensuite fait ramener sur le site de l’Église catholique. J’ai donc tout perdu, mon mari et mes biens.*

*C’était les Antibalakas et les populations chrétiennes qui nous ont fait subir ces choses.*

*Même sur le site de l’Église catholique, notre sécurité n’était pas garantie. Nous avons dû payer pour qu’un véhicule d’Ecolog nous ramène ici à Bangui, accueillis par une tante.*

*Je veux que cette journée du 13 mai soit décrétée comme une journée fériée dédiée à la mémoire des victimes.*

*Nous voulons que l’État puisse avoir à cœur de soutenir les victimes survivantes pour leur reconstruction personnelle.*

*C’est vraiment trop dur pour moi, car celui qui pouvait m’aider était mon mari. Mais ils l’ont tué, qui s’occupera de moi avec mes enfants ?*

*Il faut que l’État prenne ses responsabilités vis-à-vis de la population.*

*On ne voit pas le travail de la Minusca. Quand ça chauffe, ils disparaissent et quand il y a un peu de calme, on les voit sillonner les rues.*

∞



Birao. Un soldat et un musulman gardent l'entrée d'une maison où Karim Meckassoua, candidat musulman à l'élection présidentielle, parle aux notables de Birao, le 24 décembre, en République centrafricaine. C'est dans cette ville du Nord qu'est née la rébellion Seleka. © William Daniels / Panos pictures.

# “ Nous avons passé une semaine, réfugiés dans la brousse.

19.

Récit d'une victime déplacée, Bangui.

*O*ui, notre localité a été sujette aux pires violences. Nos frères ont été tués devant nous. Nos maisons ont été incendiées. Nous avons passé une semaine, réfugiés dans la brousse. Nous sommes ici à Bangui grâce à un véhicule du PAM qui a accepté de nous transporter. Ce sont nos frères d'Église qui volent à notre secours.

À Alindao, il y a beaucoup de religions (protestante, apostolique, islamique) et beaucoup d'ethnies (Banda, Mbororo). Nous vivions avant en symbiose. Mais c'est à cause de la crise que la division s'est manifestée.

Aujourd'hui, c'est la loi de la jungle qui règne avec des tendances d'extermination de part et d'autre.

Moi, je pense que les victimes particulières sont les femmes, les enfants... et les hommes. Il n'y a peut-être pas de victimes particulières.

Oui, les femmes ont vraiment souffert. Elles ont trop souffert. Certaines ont été décapitées ou éventrées. Beaucoup d'autres se retrouvent avec tous les enfants à leur charge après l'assassinat du conjoint.

Rien n'a changé à Alindao jusqu'aujourd'hui, les tueries persistent.

Il y a quelques soutiens de certaines ONG comme Caritas, ACTED, CICR, CORDAID ou PAM.

Pour renforcer la cohésion sociale, il faut désarmer la ville d'Alindao, faire revenir l'armée et rendre justice aux victimes.

Il faut aussi beaucoup s'appuyer sur le rôle des femmes comme actrices pour la paix.

∞

# “ Il faut vraiment que les femmes parlent à leurs enfants et maris.

20.

Récit d'une victime peule de Bambari.

**N**ous sommes des éleveurs. Mais nous avons tout perdu. Nous avons perdu beaucoup des nôtres. Nous ne vivions que de l'élevage et de l'agriculture. Maintenant, nous n'avons rien, même pas un toit. Nos enfants souffrent. Ils ne mangent pas à leur faim. Ils n'ont pas droit à la santé. L'hôpital nous renvoie parce que nous n'avons pas d'argent. Nous n'avons même pas la force pour nous exprimer. Nous ne sommes pas en paix. Nous dormons sous la pluie. En plus de la guerre, le paludisme aussi nous tue.

*J'ai perdu mon mari parce qu'il était tombé malade et je manquais d'argent pour le faire soigner.*

*Nos villages se sont transformés en brousse. Nous ne sommes pas assistés. Ce sont les femmes qui se battent pour s'occuper de la famille. Nous avons espoir qu'un jour nous allons vivre en paix.*

*Nous les jeunes, nous n'avons rien à faire. Nous voulons la paix rien que la paix pour nous occuper de nos familles respectives.*

*Ce que nous souhaitons, c'est d'avoir du travail. Mais il faut qu'il y ait le désarmement. Tant que les armes circulent encore, il n'y aura pas la paix et nous ne pourrons rien faire de nos vies. Même si l'on nous donne de l'argent, ça ne suffira pas. Nous voulons reprendre nos activités d'élevage et d'agriculture pour être autonomes et vivre dignement.*

*Beaucoup d'entre nous se sont jetés dans cette mésaventure avec les groupes armés. D'autres l'ont fait pour défendre les leurs et leurs localités. Le bilan est lourd parce que beaucoup de jeunes sont morts ou se sont entretués.*

*Il faut vraiment que les femmes parlent à leurs enfants et maris pour qu'ils arrêtent la guerre.*

∞



Carnot. Un vieil homme prépare le feu pour cuisiner son petit déjeuner. Approximativement 500 musulmans ont trouvé refuge dans l'église de Carnot. Ils vivent ici depuis 24 mois avec un accès limité à la nourriture et à la santé. S'ils quittent le camp, ils risquent d'être victimes d'attaques par des Anti-balakas. © William Daniels / Panos pictures.

# “ Nous sommes des symboles d’union.

21.

Récit d’une victime peule de Bambari.

**N**ous sommes des victimes peules. Nous avons perdu beaucoup de biens. Nos enfants ont été pris de force pour être intégrés aux groupes armés.

*Beaucoup des nôtres ont perdu la vie pendant cette crise.*

*Moi, je pense que les hommes sont beaucoup plus exposés à la mort dans cette crise parce qu’un homme ne peut pas passer librement devant les Sélékas ou les Antibalakas selon qu’il est musulman ou non et les attaques visent d’abord les hommes. Mais les femmes n’ont plus ne sont pas épargnées. Elles font l’objet de violences sexuelles si elles ne sont pas directement tuées. Elles sont particulièrement victimes ces dernières années avec les enfants.*

*Il y a à Bambari plusieurs groupes religieux et ethniques. Mais ce n’était pas un problème avant cette crise qui a semé la discorde parmi nous.*

*Aujourd’hui beaucoup de choses ont changé dans la localité. Le manque de moyens pousse certaines personnes à adopter de mauvais comportements tels que le braquage à main armée ou la prostitution qui touche même des femmes plus âgées.*

*En dehors des ONG internationales qui apportent un peu d’aide sur le plan alimentaire et sanitaire, aucun mécanisme de résilience au niveau local ne s’est mis en place.*

*Il nous faut une solution collective pour nous permettre d’oublier les mauvais souvenirs du passé.*

*Le désarmement des cœurs et des esprits, ensuite des armes peut déjà faciliter la cohésion sociale et la paix.*

*Nous, les femmes, pouvons jouer un rôle important pour la cohésion parce que nous sommes des symboles d’union, de solidarité et de paix.*

∞



Malouloud Mahamat Amat, 30 ans, marche à travers les ruines de sa maison familiale au PK5. Huit membres de sa famille, dont deux frères, sont décédés en mars 2014 quand des combattants antibalakas ont attaqué sa maison avec une grenade. Amat est le seul membre de sa famille resté à Bangui. © William Daniels / Panos pictures





L'Observatoire Pharos, plateforme de réflexion et d'action sur le pluralisme culturel et religieux, travaille en République centrafricaine depuis le début du dernier conflit. L'engagement de l'Observatoire Pharos en Centrafrique a débuté en octobre 2014 par une « Mission de veille, d'étude et de réflexion prospective sur la crise centrafricaine et ses dimensions culturelles et religieuses ». Ses premières études ont été élaborées avec comme objectif d'éclairer la réalité centrafricaine dans sa complexité pour ne pas s'en tenir aux raccourcis et amalgames, contrairement à l'objectif de cohésion nationale à atteindre. Parmi ces études : *Comprendre la crise centrafricaine*, 2015 ; entend faire un effort de contextualisation d'une crise dramatique que traverse la Centrafrique depuis 2013 mais qui plonge en réalité ses racines dans une crise plus profonde encore, complexe et ancienne, qui n'a fait que s'accroître, avec pour socle la mal gouvernance- à vrai dire la non-gouvernance. Ont suivi les rapports *Victimes, impunité, justice et réconciliation*, 2016 et *La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale ?* 2018.



Observatoire Pharos

33 rue Godot de Mauroy

75009 PARIS



[contact@observatoirepharos.com](mailto:contact@observatoirepharos.com)



[@ObsPharos](https://twitter.com/ObsPharos)



[@ObservatoirePharos](https://www.facebook.com/ObservatoirePharos)



[Observatoire Pharos](https://www.linkedin.com/company/ObservatoirePharos)

[www.observatoirepharos.com](http://www.observatoirepharos.com)